

SOCIALISME

2000

Organe
de la
FEDERATION
des
SOCIALISTES
DEMOCRATES



Extrait du N° 1 de «Socialisme 2000»

NUMERO
SPECIAL

**AU NOM DE LA 3ème TENDANCE :
LES SOCIALISTES SANS LES COMMUNISTES
DISCOURS DE M. ERIC HINTERMANN,
SECRETAIRE GENERAL DE LA FEDERATION DES SOCIALISTES DEMOCRATES,
A L'OCCASION DU CONGRES P. S. DE NANTES**



La troisième tendance du socialisme français n'étant pas autorisée au P.S. en raison de son opposition à l'alliance avec le Parti Communiste, le discours d'Eric HINTERMANN ne sera pas prononcé au Congrès de Nantes. Il est distribué à l'entrée par la section de Nantes de la Fédération des Socialistes Démocrates

Eric HINTERMANN
au Congrès de PAU du P.S. en 1975



LES SOCIALISTES DEMOCRATES

par

**Eric
HINTERMANN**

Secrétaire Général de la F. S. D.



Discours au Congrès National de NICE
Le 9 Janvier 1977

LES
SOCIALISTES
DÉMOCRATES

par

Eric HINTERMANN
Secrétaire Général de
la F.S.D.

Discours au Congrès
National de NICE le
9 janvier 1977

Format 21 x 29,7

Cette brochure est à votre disposition chez le Président de la Commission de Presse : Monsieur Bernard DUVAL, 1, route de la Forêt à Fermaincourt 28500 VERNOUILLET.

L'unité franco 5 F. Paiement à la commande par mandat ou chèque à votre convenance.

BULLETIN
D'ABONNEMENT
à
SOCIALISME 2000
1 an : 40 francs

Nom

Prénom

Adresse

A renvoyer à : Socialisme 2000
8, rue Saint-Marc 75002 Paris

BULLETIN
D'ADHESION
à la
Fédération
des Socialistes
Démocrates
8, rue Saint-Marc 75002 Paris

Nom

Adresse

**Cotisation au prorata
100 à 500 francs des revenus**

Si vous connaissez des personnes susceptibles d'être intéressées par « Socialisme 2000 », nous vous sommes d'avance reconnaissants de nous communiquer leurs nom et adresse.

SOMMAIRE

Page 3
5
6
7
8
9
10

Le Secrétaire
Général
Eric
HINTERMANN

Page 11

Situation
Économique
en Loire-Atlantique
par
Christian CHAUVEL

Page 12

ENVIRONNEMENT
par
Monique CAZEAUX

Directeur Politique :
Eric HINTERMANN

Rédacteur en Chef :
Jean-Louis GUILLEMARD

Directeur de la Publication :
André JOURDANET

Directeur Technique :
Bernard DUVAL

CHERS CAMARADES,

JE M'ADRESSE A VOUS, AU NOM DE LA TROISIEME TENDANCE : CELLE D'UN SOCIALISME SANS LIEN AVEC LE PARTI COMMUNISTE ET D'UNE POLITIQUE RÉFORMISTE PLUTOT QUE DE RUPTURE AVEC LA SOCIÉTÉ ACTUELLE.

Un congrès national est l'occasion d'un vaste débat entre les socialistes. Au delà du PS il concerne la grande famille du socialisme français. C'est le cas, tout particulièrement cette année où le problème des courants de pensée figure à l'ordre du jour. Il est par conséquent normal que nous y participions.

Nous voulons donner à cette confrontation le niveau élevé qu'elle mérite. Nous posons les questions, non par rapport aux personnes, mais aux problèmes de fond que sont le droit de tendance, les relations avec le Parti Communiste et le projet économique du programme commun.

Nous le faisons par écrit parce que la troisième tendance est interdite au PS depuis le congrès de Pau où j'ai eu la tâche difficile d'être son représentant après l'avoir été pendant 6 ans au Comité Directeur, votant toujours, et, sur la fin, seul, contre l'alliance privilégiée avec le Parti Communiste.

En effet, depuis début 1975, la tendance socialiste sans les communistes a été privée de toute représentation dans les instances nationales et la direction du PS lui a ordonné de cesser la publication de son journal « SOCIALISME 2000 » sous peine d'exclusion. Des élus opposés à la stratégie d'union de la gauche ont été exclus les uns après les autres, dont chronologiquement : Georges DONNEZ, Max LEJEUNE, Charles BAUR, Christian CHAUVEL, André ROUTIER-PREUVOST, Paul ALDUY, etc. . . D'autres sont partis tels Thérèse ROMEO, Emile MULLER, Jeannil DUMORTIER, etc. . . Aujourd'hui et dans le même esprit, André DELELIS est écarté du Comité Directeur parce qu'il a refusé de prendre des communistes sur sa liste à Lens et Jacques DELORS qui a osé avouer son réformisme n'y est pas admis.

UNE TROISIEME VOIE SOCIALISTE DEMOCRATE

LE PS NE PEUT PLUS INCARNER TOUT LE SOCIALISME PUISQU'IL S'EST VOLONTAIREMENT SÉPARÉ DES CAMARADES RÉFORMISTES. PRIVÉE DU DROIT DE S'EXPRIMER ORALEMENT OU PAR ÉCRIT, LA TENDANCE SOCIALISTE SANS LES COMMUNISTES S'EST RECONSTITUÉE, A MON INITIATIVE, AU SEIN DE LA FÉDÉRATION DES SOCIALISTES DÉMOCRATES, UN PARTI UNI, SOLIDE, IMPLANTÉ, AVEC DES DÉPUTÉS, DES ÉLUS DÉPARTEMENTAUX ET MUNICIPAUX ET DES MILITANTS QUI ONT FAIT UN CHOIX DIFFICILE ET COURAGEUX : OPPOSÉS A LA DIVISION DE NOTRE PAYS EN DEUX BLOCS, LIÉS L'UN A LA DROITE, L'AUTRE AU PARTI COMMUNISTE, LES SOCIALISTES DÉMOCRATES ONT CHOISI DE PROPOSER, COMME LORSQU'ILS ÉTAIENT AU PS, UNE POLITIQUE DE TROISIEME VOIE EN DEHORS DE LA MAJORITÉ ACTUELLE DE DROITE ET DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT.

Le premier problème posé au Congrès de Nantes est le droit des courants de pensée. Pierre MAUROY a en effet déclaré qu'il serait consacré essentiellement à cette question. On aurait pu imaginer un grand parti qui rassemblerait tous les courants de pensée du socialisme français. La direction du PS en a décidé autrement. Les tendances ne sont admises que si elles acceptent la stratégie de rupture avec la société actuelle et l'alliance de gouvernement avec le Parti Communiste. Encore leur fait-on le reproche de s'organiser. On peut à la rigueur être plus unitaire que la direction, on n'a pas le droit de l'être moins. Or, si l'alliance avec le Parti Communiste est une voie au socialisme, elle ne saurait être la seule. SUR LE PLAN IDÉOLOGIQUE, LE PS REFUSE EN SON SEIN LA PLURALITÉ DES VOIES AU SOCIALISME. Par ce choix fondamental il justifie l'existence de la Fédération des Socialistes Démocrates. Le pluralisme socialiste est obligé de s'exprimer dans des partis différents.

Le réformisme est aussi un chemin au socialisme. Il a longtemps été celui du Parti Socialiste français. Il est toujours celui de l'ensemble des partis socialistes européens, où le PS fait tout seul exception à la règle. Il ne s'agit pas uniquement des partis du nord de l'Europe comme on voudrait parfois le faire croire : Suède, Norvège, Danemark, Allemagne Fédérale, Suisse, Autriche. Aux Pays-Bas le Premier Ministre socialiste qui vient de remporter les élections a dit qu'il était proche de la SFIO. En Belgique les socialistes ont décidé de s'allier aux centristes pour former

ensemble un gouvernement. Pour leur part, les partis socialistes de l'Europe du sud ont résolument écarté l'alliance avec le Parti Communiste, tout particulièrement au Portugal et en Espagne.

Si, en France, les sociaux-démocrates ont été obligés de se regrouper dans un parti hors du PS, c'est également le cas dans d'autres nations où les partis socialistes se sont engagés trop loin dans la voie de l'alliance avec les communistes. Il en est ainsi au Luxembourg et au Japon où les partis sociaux démocrates ont conquis un rôle important dans la vie politique. Il en sera de même dorénavant en France.

UNE TENDANCE CONTRE L'ALLIANCE AVEC LE P.C.

LA FÉDÉRATION DES SOCIALISTES DÉMOCRATES EST UN PARTI POLITIQUE A L'EXTÉRIEUR DU PS, A DÉFAUT D'ÊTRE UNE TENDANCE A L'INTÉRIEUR VERS LEQUEL LE PS OU UNE PARTIE DU PS OU DES MILITANTS POURRONT SE TOURNER ET SE RETROUVER LORSQU'ILS JUGERONT QUE L'ALLIANCE AVEC LE PARTI COMMUNISTE EST TROP CONTRAIGNANTE.

SANS NOTRE TENDANCE POUR CRÉER UN ÉQUILIBRE ET LE TIRER VERS LA SOCIALE DÉMOCRATIE, LE PS RESSEMBLE A UN BATEAU DONT LE GOUVERNAIL SERAIT BLOQUÉ, DES LIENS L'ATTACHANT AU PARTI COMMUNISTE. ILS ONT ÉTÉ NOUÉS DES LA SIGNATURE DU PROGRAMME COMMUN PAR L'ENGAGEMENT PRIS DE GOUVERNER ENSEMBLE. ILS ONT ÉTÉ RESSERRÉS PAR LES LISTES UNIQUES FORMÉES DES AVANT LE PREMIER TOUR DES ÉLECTIONS MUNICIPALES. L'ALLIÉ PRIVILÉGIÉ PEUT BIEN LAISSER LA BARRE DE TEMPS A AUTRE A PARTIR DU MOMENT OU IL SAIT OU VA LE BATEAU. IL ESPERE AINSI L'ENTRAINER DANS LES EAUX D'UNE « DÉMOCRATIE POPULAIRE », COMME L'A MONTRÉ LA RÉCENTE AFFAIRE DU « CHIFFRAGE » DU PROGRAMME COMMUN ACTUALISÉ : LE PROJET ÉCONOMIQUE PROPOSÉ N'EST APPLICABLE QU'A LA CONDITION DE FAIRE ENTRER LA FRANCE DANS UN SYSTÈME DE CONTRAINTE POLITIQUE.

Le programme commun de gouvernement enferme ses signataires dans une logique inéluctable. Il débouche sur le partage du pouvoir entre les partis qui en sont membres. Quels ministères seront donnés aux communistes ? L'Éducation ? Qu'advient-il alors de la laïcité véritable ? Les pratiques communistes à l'université se traduisent déjà ici et là par une véritable prise en main idéologique et politique de l'enseignement. Cette perspective inquiète des démocrates de gauche dont l'attachement à l'école de la république ne peut être mis en doute. Alors quels ministères ? La Défense ou l'Intérieur ? il n'en serait pas question. Se méfierait-on donc des communistes jusqu'au sein de l'union de la gauche ? Leur donnera-t-on Celui du Travail ? Cela faciliterait les occupations d'usines en vue de demander leur nationalisation par application d'une célèbre petite phrase du programme commun.

Que reste-t-il ? Les Transports et les PTT ? Des ministères qui suffisent à tenir un pays avec la poste, le téléphone, les transmissions, le réseau de chemin de fer, l'aviation civile avec l'appui d'un grand syndicat dont les leaders sont également des dirigeants politiques importants du Parti Communiste.

Ce n'est pas le propos de Pierre MAUROY à EUROPE I suivant lequel « Les communistes sont des partenaires loyaux, en ce sens que Georges MARCHAIS a répété leur volonté de gouverner ce pays » qui nous rassurerait. Il témoignerait plutôt d'une certaine naïveté propre à nous inquiéter davantage encore.

LE COMPORTEMENT DES ÉLUS COMMUNISTES DANS LES MUNICIPALITÉS D'UNION DE LA GAUCHE EST UN BIEN MAUVAIS PRÉSAGE.

A Marseille, ils ont refusé les postes d'adjoints proposés. A Vitrolles, toujours dans les Bouches du Rhône, ils n'ont pas donné aux élus du PS les postes qui leur avaient été promis. Dans l'Est à Lunéville, dans le Rhône à Saint Priest, dans l'Ouest à Saint Malô, pour ne citer que des exemples connus, les communistes ont refusé de voter le budget. Des crises ont éclaté à Bagnols-sur-Cèze, Mer (Loir et Cher), Saint Chamond, Bischheim, Montargis et ailleurs.

Ces cas là ne sont pas les plus inquiétants. En effet, les élus du PS ont eu le courage de réagir avec vigueur. L'un d'entre eux et non des moindres Charles Emile LOO a même été jusqu'à dénoncer, à propos de Vitrolles « un acte grave qui... entraîne les militants socialistes à douter de la volonté du Parti Communiste de respecter les accords passés ».

Mais n'y a-t-il pas des cas où des élus du PS, peut-être moins sûrs d'eux, ne réagissent pas, préférant des compromis favorables au Parti Communiste à l'incident public aussitôt exploité par la droite. Avant les élections, à Reims et à Saint Étienne par exemple, les sections du PS ont laissé le Parti Communiste s'appropriier la mairie faute d'avoir suffisamment revendiqué la direction des opérations.

Pour les élections municipales, l'alliance exclusive et systématique avec le Parti Communiste avant le premier tour a constitué un fait grave.

En effet, dans la conjoncture du printemps 1977 des élections primaires au sein de l'union de la gauche auraient souvent fait arriver les candidats communistes derrière ceux du PS. Il en a été ainsi à Marseille où, en refusant l'alliance au premier tour, Gaston DEFFERRE a pu habilement réduire la représentation communiste à la portion congrue. A Château Chinon, François MITTERRAND a été élu sans eux. Mais ailleurs, grâce à l'alliance que lui a offerte le PS, le Parti Communiste est entré dans des équipes municipales où il ne figurait pas jusqu'alors. Il en a été ainsi dans 26 agglomérations de plus de 30 000 habitants, par exemple à Lille, Nantes, Roubaix, Creil sans parler de centaines de petites villes.

Pour les seules villes de 30 000 à 100 000 habitants, le PC participe à 147 équipes municipales contre 67 précédemment. Le nombre de ses conseillers dans ces communes a progressé de 1256 à 2306 dépassant ainsi le nombre des socialistes du PS qui est de 2259. Surtout, le Parti Communiste a confié des postes clés à des permanents. Ils sont à leur bureau de la mairie du matin jusqu'au soir, tandis que les élus du PS ne peuvent venir, malgré tout leur dévouement, que lorsque leurs occupations professionnelles le leur permettent.

Maintenant la quasi-totalité des élus municipaux du PS dépendent électoralement des voix du Parti Communiste. Ces liens sont plus difficiles à défaire qu'à nouer. Le Parti Communiste le sait bien, lui qui a préconisé sans relâche les listes d'union de la gauche jusque dans les plus petits villages. Grâce à cette alliance, il a étendu son influence de façon impressionnante avec des attaches dans les communes de toutes les régions de France.



Eh Oui !...

LE P.C. CONTRE MITTERRAND ?

C'est ici qu'apparaît une différence entre la stratégie du Parti Communiste et celle du PS. François MITTERRAND a comme objectif principal les élections législatives de 1978. Le Parti Communiste a une stratégie à long terme. François MITTERRAND espérait sans doute qu'en ouvrant ses listes municipales aux communistes, ses alliés se plieraient en retour loyalement aux désistements en 1978, ces derniers se faisant souvent au profit du PS. Pour cette partie du contrat tacite, on verra plus tard, mais déjà l'entrée en force des communistes dans les mairies restera un fait acquis quoi qu'il advienne lors du renouvellement de l'Assemblée Nationale. Le PS gagnera ou perdra. Le Parti Communiste, lui, a déjà gagné !

François MITTERRAND a reçu l'appui loyal de Georges MARCHAIS pendant la dernière campagne présidentielle. Le Parti Communiste s'était même volontairement fait très discret. On finissait presque par ne plus le remarquer tellement son nom apparaissait en petit sur les affiches. François MITTERRAND battu ou plutôt pas élu, Georges MARCHAIS s'est trouvé dans la situation de ces cyclistes qui réussissent des échappées étonnantes dans une étape du Tour de France. Il s'était détaché loin en avant par rapport au peloton de ses camarades communistes. Il a alors engagé une phase de critique à l'égard du PS le temps de recoller au peloton pour l'emmener vers de nouvelles étapes.

Pour les municipales, les résultats ont renforcé la position personnelle de Georges MARCHAIS dans son parti.

Il peut se permettre de changer du tout au tout la politique du parti vis-à-vis de l'élection du Parlement Européen sans consulter au préalable les militants qui l'apprendront par la presse, le plus souvent bourgeoise ! Ah que le pouvoir personnel est plus commode que la dictature du prolétariat ! Il avait d'ailleurs renoncé à cette dernière notion de la même manière.

Mais le PS peut-il toujours compter sur la loyauté du Parti Communiste ? Des manquements aux accords municipaux sont révélés dans toutes les régions. Le chiffre communiste du programme commun est publié dans « L'HUMANITÉ » à la veille du face à face télévisé entre François MITTERRAND et Raymond BARRE. Ce fait est trop grave pour être passé sous silence. Le Parti Communiste a véritablement « torpillé » le Premier Secrétaire du PS avant le débat national le plus important depuis la confrontation GISCARD d'ESTAING-MITTERRAND des élections présidentielles.

Il ne s'est trouvé aucun dirigeant officiel du PS pour en faire le reproche au Parti Communiste. Voilà qui est inquiétant. Veut-on sauver l'union de la gauche à tout prix ? Et alors jusqu'où ira-t-on ? Ces questions doivent être posées. Seul François MITTERRAND parle du sabotage de son émission à un journaliste américain, mais pour immédiatement le démentir : Il avait bien reçu le journaliste, cependant il s'agissait d'une libre conversation non d'une interview en bonne et due forme qu'il ne donne que par écrit ! L'habile homme !

Le Parti Communiste ne s'embarrasse pas d'habileté. Sa conquête du pouvoir est scientifique. Jean POPEREN qui, grâce à son talent personnel et à la connaissance d'un milieu où il a vécu, est un excellent observateur, explique ainsi le comportement du Parti Communiste : il n'accepte pas la primauté du PS et veut affirmer la sienne. François MITTERRAND serait en quelque sorte victime de son propre succès.

Tout le problème du rééquilibrage est ainsi posé. Au niveau des organisations le Parti Communiste est nettement le plus fort. Ses militants sont deux à trois fois plus nombreux. Leur formation idéologique est solide. Leur discipline est réelle. L'unité du parti est un opposable à la division du PS où les leaders se disputent tout en ayant sur l'essentiel les mêmes idées.

Le parti communiste dispose d'une multitude d'organisations annexes : Vieux de France, Confédération Nationale des Locataires, Union des Femmes Françaises, etc. . . Elles servent toutes de relais. L'entrée d'élus communistes dans les mairies les a relancées. Le PS a tout juste les foyers Léo LAGRANGE dus au travail réussi de Pierre MAUROY et de ses amis. Quant aux Radicaux de Gauche, somme de situations électorales, le PS s'emploie à les réduire en une soustraction de situations électorales.

Dans l'économie, le Parti Communiste pèse, grâce à la CGT, d'un poids énorme. Il peut tout arrêter ou tout faire marcher. Il est présent dans la plupart des usines. Le louable effort des sections socialistes d'entreprises n'a pu compenser ce handicap. Les cellules communistes ont tenté d'empêcher le P.S. de s'implanter dans les entreprises. Cela a été dit très clairement au congrès des sections socialistes d'entreprises à Massy en Avril 1976. Les délégués de RENAULT et de l'Aéronautique ont été très explicites.

LE PARTI COMMUNISTE SE VEUT LE SEUL INTERPRETE DES VOLONTÉS DE LA CLASSE OUVRIERE. IL A PEUT-ETRE RENONCÉ A LA DICTATURE DU PROLÉTARIAT. IL APPLIQUE TOUJOURS, DANS LE CONCRET, LA DICTATURE SUR LE PROLÉTARIAT.

Le Parti Communiste n'a pas la primauté sur deux terrains : celui du leader et celui du Parlement. François MITTERRAND est, pour les Français, le chef de l'union de la gauche. On le voit ne serait-ce que par les campagnes orchestrées autour de sa santé et que l'Express a porté au comble du mauvais goût. Le Parti Communiste n'a jamais admis son rôle sauf pour le temps de l'élection présidentielle où il était son candidat en même temps que celui du P.S. Il n'arrête pas de répéter que François MITTERRAND n'est que le Premier Secrétaire du PS. Cependant, en donnant au Premier Ministre de droite des arguments qui lui permettaient de contrer avec efficacité le leader du PS, le PC a franchi une nouvelle étape : tenter d'affaiblir François MITTERRAND à la veille de l'échéance de 1978.

Pour les élections législatives Georges MARCHAIS n'entend sûrement pas faire la courte échelle aux candidats du PS. Il vient de réclamer la parité au gouvernement. Pourquoi serait-il dans un état d'esprit différent pour la composition de l'Assemblée Nationale ? Il sait qu'il lui sera difficile de disposer d'une représentation parlementaire comparable à celle du PS. C'est sans doute pour cela qu'il a jugé bon de réclamer dès maintenant l'égalité au sein du gouvernement. François MITTERRAND la lui a aussitôt refusée. Le Parti Communiste doit donc se battre pour des sièges de députés s'il ne veut pas être trop minoritaire au pouvoir. Si le premier tour ne lui était pas favorable, il pourrait bien au deuxième tour ne pas insister pour faire passer des candidats du PS en trop grand nombre.

Le Parti Communiste ne vit pas pour 1978. Sa stratégie comme nous l'avons dit, va bien au-delà. Le « chiffre » le démontre car il nuit non seulement à

François MITTERRAND, mais à l'ensemble de l'Union de la Gauche. La mise en avant du coût effrayant du programme commun vient probablement d'hommes qui, au Parti Communiste, préféreraient ne pas aller au pouvoir si c'était pour assurer la primauté du Parti Socialiste. Les communistes ne jouent déjà plus le jeu.

EN S'ENFERMANT DANS SON ALLIANCE AVEC LE PARTI COMMUNISTE, LE P.S. RISQUE D'ETRE LE SEUL PARTI SOCIALISTE EN EUROPE A DEMEURER VINGT ANS SANS INTERRUPTION DANS L'OPPOSITION. Tous les autres partis socialistes ont, il est vrai, choisi une stratégie réformatrice et sociale-démocrate. L'union de la gauche aura alors servi essentiellement à sortir le Parti Communiste du « ghetto » dans notre pays. Le PS en aura également bénéficié. **LES ERREURS DU POUVOIR Y AURONT BEAUCOUP CONTRIBUÉ. LE MOMENT VA PEUT-ETRE ARRIVER OU L'UNION DE LA GAUCHE LUI COU-TERA PLUS QU'ELLE NE LUI RAPPORTERA.**

Le PS qui, grâce à l'effort de tous ses militants, s'est beaucoup développé mérite assurément mieux. **S'IL SE PRÉSENTAIT DEMAIN SANS ALLIANCE CONTRAIGNANTE DE GOUVERNEMENT AVEC LE PARTI COMMUNISTE, IL TROUVERAIT DE NOUVEAUX ÉLECTEURS QUI SOUHAITENT UN CHANGEMENT RAISONNABLE.** Il serait ainsi demain en mesure d'orienter la France dans la voie d'un socialisme démocratique.

Le Président de la République s'est prononcé pour une alternance entre un libéralisme avancé qu'il incarne et une sociale démocratie française que nous devons créer. Le pacte de gouvernement avec le Parti Communiste l'empêche et fait le jeu de la faction la plus autoritaire de la droite. Pour éviter l'arrivée au pouvoir des communistes ou pour les en écarter, une partie de la droite peut croire que tout lui est permis. L'intérêt du Parti Socialiste n'est certainement pas de favoriser cette droite. Le PS devrait saisir l'occasion qui lui est offerte par un Président de la République, qui, tout en n'étant pas socialiste, a démontré son attachement à la démocratie.

Ainsi, la France pourrait sortir de la division du pays en deux blocs liés aux extrêmes. L'institution de la proportionnelle que nous avons, comme Robert FABRE, demandée au Chef de l'État, est à cet égard véritablement essentielle. Elle multiplierait les chances d'une troisième force dans laquelle se retrouveraient les démocrates de gauche situés de part et d'autre de la ligne de partage ou entre les deux blocs s'agissant des socialistes démocrates. Tous seraient élus à la fois sans les communistes et sans la droite réactionnaire.

L'ECONOMIE : SOCIALISER LES RESULTATS, NON LES MOYENS

La politique et l'économie sont étroitement liées. La division de notre pays en deux blocs liés l'un à la droite, l'autre au Parti Communiste affecte directement le domaine économique. D'un côté le libéralisme gère sans transformer, ses réformes sont réformées et les structures de l'économie demeurent inchangées. De l'autre, le programme commun présente un projet économique inspiré par les thèses communistes et sans rapport avec les orientations de l'ensemble des partis sociaux-démocrates européens.

L'aspect dramatique d'un choix de société empêche le développement continu de l'économie. Durant deux ans, les décisions d'industriels et de commerçants pour créer des activités et des emplois, sont suspendues dans l'attente du choix des électeurs. Pendant ce temps, les autres pays européens, où les options n'ont pas ce caractère de rupture, continuent de progresser. Cette division empêche la mise en œuvre d'une politique fondée sur la réforme raisonnable de la société où le bien public serait concilié, voire réconcilié, avec l'initiative privée. Actuellement, l'économie marche au ralenti, à un taux de croissance de 3,5 % par an. Le chômage ne cesse d'augmenter. La hausse des prix est loin de s'arrêter. Dans le même temps, les privilégiés se maintiennent qu'il s'agisse des grandes fortunes, des marges abusives ou des différences trop importantes entre les hauts et les bas salaires. Une nouvelle politique économique est plus que jamais nécessaire.

La politique économique des socialistes doit rechercher une troisième voie, entre le libéralisme et le communisme.

La France n'a plus la maîtrise de son économie. Notre pays est une partie d'un ensemble européen et mondial qu'aucun gouvernement national ne peut contrôler. Les forces principales y sont les grandes sociétés multinationales, la plupart à dominante américaine. Leur pouvoir économique et financier est à beaucoup d'égards plus fort que le pouvoir politique des états nationaux.

Ces nouvelles puissances du XXe siècle conçoivent le monde sous la forme d'une entité économique unique. Ainsi que l'a dit un jour Sir David BARRAN, Président de la SHELL, bien placé pour parler de ce sujet : « Avant d'implanter une usine, elles étudient la dimension du marché, prévoient sa croissance, évaluent la stabilité politique du pays, l'attitude du gouvernement envers les investissements privés, l'état des relations sociales, etc. . . » Après quoi, elles décident — j'oserais dire en toute souveraineté — dans quel pays une usine sera construite ou si une activité doit être supprimée. En toute souveraineté, mais après s'être concertées avec leurs concurrentes. Le niveau de l'investissement immobilisé est, en effet, tel que les sociétés estiment ne pouvoir affronter les risques du marché. Nous sommes dorénavant moins dans une économie de marché que dans une économie de partage des marchés.

Le chiffre d'affaires des principales sociétés multinationales progresse deux fois plus vite que les revenus nationaux. Les bénéfices des 500 plus grandes entreprises américaines ont augmenté de 30,4 % en 1976, leurs chiffres d'affaires de 12,2 %. Selon l'O.C.D.E., les multinationales américaines augmentent leurs réserves en capitaux flottants chaque année d'une somme qui est de 3 à 4 fois supérieure à nos réserves en devises. Les 50 plus grandes sociétés mondiales vendent en un jour autant qu'en dépense l'état français par son budget en une année entière.

LE LIBERALISME : LA LOI DU PLUS FORT

Dans le contexte de la deuxième moitié du XXe siècle, le libéralisme est encore moins qu'avant une solution souhaitable pour la France. Il est forcément à l'avantage, en vertu des principes du laisser-faire, des groupes industriels les plus forts voire de la puissance dominante qui est celle des États-Unis. L'intérêt de la France a tendance à y disparaître. La doctrine du pilotage à vue permet tout au plus au gouvernement d'apporter quelques correctifs.

Un plan permettrait à la collectivité d'orienter l'économie pour le bien public au lieu d'en laisser la maîtrise aux forces capitalistes les plus importantes. Le libéralisme ne l'accepte pas. Certes, il existe bien un septième plan. Mais il ne donne aucune direction à l'économie. Il n'a de plan que le nom. Sa seule orientation est de n'en avoir aucune.

Si les gouvernements ne planifient pas le développement de l'industrie, de l'agriculture et des services, les sociétés géantes, elles, le font. Elles y sont contraintes par l'importance de l'enjeu en hommes et en capitaux. Elles ne lancent pas une voiture, un ordinateur, une centrale nucléaire sans organisation préalable qu'il s'agisse du marché potentiel, du prix, des coûts, etc. . . Pour sauvegarder leurs gains, elles tentent de contrôler les facteurs qui les garantissent : prix, coûts, demande, action de l'État, accès aux matières premières, etc. . . Elles cherchent à dominer leur environnement économique. Elles planifient le comportement des consommateurs par la publicité. Elles imposent leurs propres prix, contribuant ainsi à l'inflation. Elles se servent en outre de leur poids pour influencer les choix de l'État. Les grandes sociétés vont jusqu'à faire, dans une certaine mesure, les choix de civilisation. Un auteur britannique a pu écrire : « Notre vie constitue une pièce du complexe industriel moderne ».

L'économiste américain GALBRAITH a démontré que la maîtrise des choix économiques appartenait en fait aux grandes firmes des secteurs dominants comme l'automobile et le pétrole. Elles font tout naturellement passer l'intérêt de la techno-structure, qui est d'occuper une place de plus en plus importante dans l'économie, avant celui de la collectivité. Dans le système économique libéral, les intérêts privés viennent avant le bien public. Le P.D.G. de la société automobile américaine General Motors n'a-t-il pas été jusqu'à dire un jour : « Ce qui est bon pour la General Motors est bon pour l'Amérique ». A notre sens, il faudrait inverser les termes.

Notre économie, comme celle des autres pays, est devenue trop étroitement dépendante du pétrole. Le choix a été fait par des sociétés qui ont fait passer leur intérêt avant le bien public. Les gouvernements ont laissé faire. Le laisser-faire est précisément la doctrine des conservateurs. L'évolution de la société industrielle ne doit plus être laissée à elle-même. Il faut enlever la maîtrise des grands choix aux sociétés. Il faut placer l'intérêt public avant les intérêts privés.

LE CHIFFRAGE DÉCHIFFRÉ

Le programme commun préconise l'étatisation de l'économie, plus précisément, la nationalisation de 9 grands groupes et la prise de participations majoritaires

dans 4 groupes industriels. Par le jeu des filiales, seraient en réalité nationalisées 1 300 entreprises. Ce sont donc 9 arbres qui cachent toute une forêt.

La redoutable concentration du pouvoir politique et économique qui résulterait d'une politique d'étatisation, serait par elle-même une menace à la démocratie. Le socialisme démocratique s'est, depuis toujours, opposé avec les travailleurs à la concentration capitaliste du pouvoir. Ce n'est pas pour lui substituer un capitalisme d'état. L'homme a tendance à aller au bout de son pouvoir. Il ne faut pas trop lui en donner. Il faut équilibrer tout pouvoir par des contre-pouvoirs.

Les nationalisations déjà faites sont justifiées, mais le vaste programme prévu, en étatisant l'industrie, étoufferait l'initiative privée et affaiblirait la France dans une compétition internationale qui sera de plus en plus dure. Toutes les expériences récentes d'économie étatisée ont échoué. La France n'a pas besoin d'ajouter un échec de plus à une liste déjà longue.

Enfin, les nationalisations ne changent rien aux relations entre patrons et ouvriers. Léon BLUM avait indiqué le 5.3.50 : « Le régime juridique de la propriété peut être transformé du tout au tout sans que cette révolution ait pour conséquence l'émancipation effective des travailleurs ». C'est pourquoi les gouvernements sociaux-démocrates, soutenu par les syndicats, les ont repoussés.

La politique économique du programme commun est beaucoup plus proche des thèses communistes que du socialisme démocratique. Même François MITTERRAND semble l'avoir admis en déclarant le 19 Février 1977 à « FRANCE-SOIR » : « Tout le monde sait qu'un groupe organisé qui détient de 5 à 10 % des actions est le maître ». A quoi bon nationaliser alors ? En effet l'État pourrait déjà exercer le contrôle effectif de la plupart des sociétés promises à nationalisation en raison de l'éparpillement du capital. Les participations de l'État à travers la Caisse des Dépôts, les banques nationalisées, les compagnies d'assurances nationalisées se montent, par exemple, à 10 % de la C.G.E., 9,4 % de Pechiney Ugine Kuhlmann, 7,2 % de Rhône Poulenc, 7,4 % de Saint-Gobain, 15 % de la Thomson, etc. . . Ainsi que l'a écrit le dirigeant radical de gauche Jean-Denis BREDIN : « L'État a d'ores et déjà le moyen de maîtriser la quasi-totalité des entreprises dont le programme commun prévoit la nationalisation ». (LE MONDE 21/1/77).

La politique économique de l'alliance socialiste-communiste est fondée sur l'augmentation massive de la consommation, des charges des entreprises et des dépenses de l'État. Il s'agit d'un projet qui est donc trois fois inflationniste.

Les comptes du programme commun prévoient en effet d'injecter dans les circuits économiques, en un peu plus de deux ans, 313 milliards de francs d'augmentation de la masse salariale. Cette somme importante représente l'équivalent de tout un budget annuel et le cinquième de l'ensemble des richesses produites par la nation qui est de l'ordre de 1600 milliards ! Il en résulterait un véritable ras-de-marée inflationniste. Une hausse des prix de 20 % n'aurait plus rien d'étonnant. Le supplément de pouvoir d'achat promis serait vite confisqué, surtout pour les personnes âgées dont les pensions augmentent avec retard sur les prix. Le bond de la consommation multiplierait les importations, aggraverait le déficit commercial et affaiblirait encore davantage le franc. La France devrait rapidement revenir au contrôle des échanges et s'isoler de la communauté européenne.

Sur les 313 milliards, les entreprises auraient à payer 254 milliards sous forme de salaires et de cotisations sociales. De plus l'impôt sur les sociétés serait accru de 41 milliards. Le montant actuel serait ainsi doublé. Imposer aux sociétés une telle charge à l'heure où elles sont déjà éprouvées par la conjoncture, serait souvent les acculer à la faillite. Au lieu d'embaucher, on licencierait. Le programme commun aurait ainsi pour résultat d'aggraver le chômage !

Les marges des entreprises seraient d'autant plus réduites que les prix seraient bloqués. Elles auraient des difficultés pour investir. Dans le même temps, les concurrents étrangers continueraient à se moderniser. C'est toute l'économie française qui sortirait ruinée d'une telle expérience. Les Français en viendraient à regretter l'heureux temps de l'austère M. BARRE !

Une fois « déchiffré », le « chiffre » du Parti Communiste conduit à 4 conclusions :

- 1 - L'application du programme commun plongerait la France dans une crise économique sans précédent dans notre histoire qui s'ajouterait à la récession actuelle.
- 2 - L'éventuel gouvernement d'union de la gauche ne pourrait imposer le programme commun qu'en enfermant la France dans un système politique autoritaire. Le programme inspiré des thèses économiques du Parti Communiste débouche sur une société elle aussi de type communiste.

3 - Si la gauche finissait par être écartée du pouvoir, cela pourrait être au profit d'une droite autoritaire, tant il est vrai que l'extrémisme des uns alimente l'extrémisme des autres. Par son alliance avec le P.C., le P.S. risque en fin de compte de faire le jeu de la réaction.

Les Socialistes Démocrates eux proposeront un projet entre le libéralisme qui laisse la maîtrise des choix économiques aux grandes sociétés et le programme commun qui, en étatisant l'économie, affaiblirait la France dans une compétition internationale de plus en plus dure.

PLAN DÉMOCRATIQUE ET INITIATIVE PRIVÉE

Il est nécessaire de concilier un principe démocratique et une réalité économique.

Le principe démocratique consiste à donner aux citoyens la maîtrise des choix de développement par une planification démocratique. Un plan d'orientation est élaboré par le gouvernement, en liaison avec les régions, après quoi il est débattu au Parlement. Il pourrait être soumis au référendum ce qui lui donnerait un soutien populaire qui l'imposerait aux groupes économiques.

La réalité économique : L'expérience a montré que l'initiative privée et la responsabilité individuelle sont plus efficaces et réussissent mieux que toute autre forme d'organisation.

Le gouvernement donne une direction à l'économie, l'entreprise privée fonctionne dans ce cadre. Il ne s'agit pas d'une planification absolue jusque dans les détails. Actuellement l'État se mêle des détails par une bureaucratie tatillonne, et il néglige l'essentiel qui est la direction générale de l'économie.

La planification absolue est impossible. Notre économie est en effet intégrée dans un ensemble européen et international dont les données nous échappent qu'il s'agisse des prix des matières premières, des débouchés à l'étranger, de la conjoncture dans les autres nations et, généralement, de l'internationalisation des centres de décision.

Nous ne contrôlons pas ces facteurs. Ils sont importants quand on sait que deux emplois industriels sur cinq sont assurés grâce aux exportations et que 20 % de la production industrielle est exportée. Notre agriculture dépend aussi en grande partie des ventes à l'étranger.

Dans la vaste zone de libre échange qui caractérise l'économie occidentale, il nous faut proposer une politique volontaire pour que les intérêts français ne disparaissent pas.

Le développement de l'économie doit être axé en priorité sur la lutte contre le chômage.

L'O.C.D.E. vient d'annoncer que l'année 1977 se terminerait en Occident avec 15 millions de chômeurs soit l'équivalent des populations actives de la Belgique, de la Hollande, de la Suisse et de l'Autriche réunies ! Dans notre pays, on compte plus d'un million de demandeurs d'emplois.

Dans le plan socialiste, le premier aspect pourrait être la création d'industries nouvelles par l'association de fonds publics et de capitaux privés. L'argent que le programme commun utiliserait pour indemniser les actionnaires des groupes qu'il nationaliserait — dépense qui ne correspondrait ni à une production, ni à des emplois supplémentaires — serait utilisé par nous pour créer des activités nouvelles. Cette politique de développement industriel s'inscrirait dans une stratégie pour l'emploi.

L'État étant comptable des fonds publics utilisés, son apport aura pour contre-partie une prise de participation dans les branches aidées. Pourquoi en effet, l'État actionnaire aurait-il moins de droits que le particulier ou la banque ? Mais il n'est pas utile qu'il soit majoritaire. Nous proposons une solution qui préserve l'intérêt public sans aller jusqu'à l'étatisation. On voit, par ce cas précis, que le projet socialiste démocrate n'est ni le communisme, ni le capitalisme.

Nous sommes partis, pour la crise actuelle, de l'explication de l'économiste FOURASTIE : le total du revenu distribué par l'État et les entreprises a été en 1976 le double de 1970. Dans le même temps, le volume de la production n'a augmenté que du quart (le budget a par exemple été en déficit de 38 milliards en 1975 et de 20 milliards en 1976 sans inclure les milliards débudgétisés).

Aux programmes du P.S. et du P.C. qui dépenseraient plus, les socialistes démocrates préfèrent une démarche inverse où il s'agirait de commencer par produire plus, ce qui est moins inflationniste et permet ensuite de distribuer plus.

Notre politique économique est beaucoup plus ambitieuse pour la France que celle actuellement suivie. Il en va de notre avenir dans le monde.

L'économie internationale est en train de se transformer avec l'apparition de nouveaux pays riches exportateurs de matières premières, le pétrole par exemple, dont le prix a augmenté. Ces nations voudront tout naturellement utiliser leurs ressources pour leur propre mise en valeur. La France et, au-delà, l'Europe devront se spécialiser dans les produits à forte teneur de technologie et de valeur ajoutée, laissant progressivement aux pays en voie de développement la production des biens les plus courants qui fournissent un emploi abondant à une main-d'œuvre non spécialisée.

Les pays du tiers-monde vont s'industrialiser. Ils auront un immense besoin de biens d'équipement. Notre problème national est d'intégrer la France dans les nouveaux courants d'échange du commerce international qui en résulteront. Il faut y engager dès aujourd'hui notre économie. Comment ? En favorisant les investissements dans les branches qui ont des chances de se développer, en leur procurant les moyens financiers et humains nécessaires.

DES INDUSTRIES NOUVELLES

Cette nouvelle stratégie industrielle doit privilégier les biens d'équipements, la machine-outil, la mécanique de haute précision, l'atome, les télé-communications, le matériel d'infrastructure, de travaux publics et de transports, les machines agricoles, les secteurs d'avant-garde et de pointe.

La France doit s'engager dans cette voie. Elle ne saurait laisser cet immense marché aux Américains, aux Allemands, aux Russes et à d'autres. Il nous faut développer les industries exportatrices. D'autant plus que le prix des matières premières importées ont doublé depuis 1975, atteignant pour l'année 1976 le total de 100 milliards de francs. Notre pays est un atelier de transformation de matières premières en produits finis. Il nous faut importer pour produire, produire pour exporter. Les achats français de biens d'équipements à l'Allemagne ont en un seul semestre de 1976 doublé le déficit de la France à l'égard de la R.F.A. La France exporte de l'acier en Allemagne qu'elle rachète sous forme de machines perdant ainsi des emplois potentiels. Si l'acier était transformé en machines, des milliers d'emplois supplémentaires auraient été créés en Lorraine, selon l'économiste Alfred SAUVY.

Il convient de garder une place importante à l'agriculture dans l'économie. Certaines années, les exportations agricoles paient nos importations de pétrole. Il est nécessaire d'encourager l'industrie de transformation des produits agricoles dont les possibilités sont immenses. Dans trop de secteurs, nous exportons des produits bruts que nous rachetons une fois transformés en produits finis, de l'étranger. La France est le quatrième producteur du monde de cuir. Elle en exporte 60 %, sous sa forme brute, au lieu de le transformer en maroquinerie, chaussures, etc. . .

NOUVELLE CROISSANCE, LIBERTÉS COLLECTIVES

Deuxième aspect du plan : l'accent doit être mis sur les équipements collectifs. Aux libertés individuelles, ils ajoutent les libertés collectives.

La nouvelle croissance doit être qualitative, plutôt que quantitative; c'est-à-dire plus humaine et axée sur la qualité de la vie.

Il faut remédier au déséquilibre qui s'est créé entre les équipements individuels et les équipements collectifs.

Les équipements individuels ont été le moteur de l'expansion depuis un quart de siècle. Le capitalisme est, dans une certaine mesure, victime de son succès. Il a réussi à créer une situation de saturation des biens individuels. Il s'agit d'une crise capitaliste, pas de la crise du capitalisme.

En 1975, 63 % des ménages, en France, avaient une voiture, 83 % la télévision, 89 % un réfrigérateur, 69 % une machine à laver la vaisselle. Ces biens ne peuvent plus à eux seuls être l'élément moteur de l'expansion économique malgré cette publicité de Volkswagen : « VW votre deuxième voiture même si vous n'en avez pas de première ». A l'opposé, la part de l'État dans les équipements collectifs est passée de 25 % dans les années 60 à 13 % aujourd'hui. Le déséquilibre est évident.

Il y a un besoin immense pour des équipements collectifs : écoles, logements familiaux individuels dans le cadre d'un environnement naturel, hôpitaux, crèches, appartements pour personnes âgées, bibliothèques et transports en commun.

La place donnée aux équipements collectifs dans la croissance aurait plusieurs conséquences :

- 1 - Le développement de l'emploi dans toutes les activités touchant de près ou de loin au bâtiment.
- 2 - L'expansion économique serait stimulée. La formule « quand le bâtiment va, tout va » ferait une nouvelle fois ses preuves.
- 3 - Les inégalités seraient réduites par la mise en application du droit de chacun à un logement décent, aux soins de santé, au travail (pour les femmes grâce aux crèches), à une vieillesse heureuse, etc. . . .
- 4 - La sociale-démocratie résulterait, en partie, de cette plus grande égalité dans la vie.

RÉDUIRE LES CHARGES SOCIALES POUR AIDER L'EMPLOI

Troisième aspect de notre plan, la priorité à l'emploi suppose un ensemble de mesures spécifiques : il faut par exemple modifier le système des charges sociales des entreprises. Le problème est important. Actuellement, plus une entreprise emploie de personnel, plus elle doit acquitter de charges. Elle a donc intérêt à en employer le moins possible. Ce système se retourne par conséquent contre l'emploi. Il est nécessaire de trouver une formule qui permette de répartir les charges différemment dans le cadre de la fiscalité des entreprises. Les entreprises de main-d'œuvre doivent cesser d'être pénalisées par rapport aux autres.

La question est importante pour les petites et moyennes entreprises qui ont les principales possibilités d'embauche.

Une politique pour l'emploi passe aussi par une politique pour l'éducation nationale et la formation professionnelle. L'une des caractéristiques de la situation actuelle est la non-adaptation des emplois offerts aux demandeurs d'emploi. Le chômage est dû en partie à ce que l'économiste Alfred SAUVY appelle le non-ajustement entre les deux populations professionnelles, celle qu'il faudrait et celle que l'on a.

UN PLAN DE LUTTE CONTRE LES INJUSTICES SOCIALES

La quatrième orientation que nous proposons est un véritable plan de lutte contre les injustices sociales, sur cinq ans, durée de la prochaine législature. Il sera la contrepartie du plan de développement de l'économie. En effet, plus la production nationale augmente, plus les possibilités d'une politique sociale s'accroissent.

Actuellement, si la France vit au-dessus de ses moyens, de trop nombreux Français vivent très au-dessous de la moyenne. Les 20 % des ménages ayant les plus forts revenus disposent de 47 % du total des revenus des particuliers (U.S.A. : 42, Suède : 35). Les 20 % des ménages ayant les plus bas revenus disposent de 4 % seulement du total des ressources des particuliers (Allemagne : 6,5, Suède : 9).

Cette disparité est source d'inflation : dans la course au statut social, les acheteurs du haut de l'échelle sociale donnent le ton de la consommation, les autres s'essoufflent à suivre. La société doit satisfaire une demande de produits de luxe souvent inutiles.

Un véritable plan de lutte contre les injustices sociales doit être engagé en priorité pour que ce cinquième des Français, le plus pauvre, dispose de plus de 4 % de ressources. Dans les pays occidentaux, les inégalités sont d'autant plus difficiles à supporter que le niveau de vie moyen s'est beaucoup élevé. Les citoyens défavorisés ont fort justement été appelés les « exclus » dans le livre d'un haut fonctionnaire M. LENOIR, devenu Secrétaire d'État.

La femme doit être particulièrement aidée dès lors qu'il s'agit de lutter contre les injustices sociales.

Il faut aussi développer le travail à mi-temps là où c'est possible. C'est une solution d'avenir pour les femmes.

Dans le cadre d'une attaque en règle contre les injustices, la réforme fiscale doit occuper une large place.

L'épargne doit également retenir l'attention. Actuellement, les petits épargnants subissent une véritable spoliation que le comité du financement du 7ème Plan a estimé à 50 milliards de francs pour 1975. Le taux d'intérêt des livrets est passé en 1975 de 7,5 à 6,5 %. Il a été indiqué que pour les plans d'épargne à plus longue durée sur deux ans, le taux serait de 7,7 % d'intérêts et qu'il s'élèverait progressivement jusqu'à 10,5 % sur cinq ans, la publicité disait : « La fidélité rapporte ». Mais en réalité après l'impôt, le taux effectif est de 4,49 % au bout de deux ans et de 6,69 % au bout de 5 ans.

Les socialistes démocrates proposent d'indexer l'épargne dans la limite d'un certain montant.

LA POLITIQUE CONTRACTUELLE

Il faut sauver la politique contractuelle. Il convient, suivant André BERGERON, de maintenir « la liberté de négociation des rémunérations et des conditions générales de travail qui est l'alternative au dirigisme des salaires ». C'est la raison pour laquelle nous avons pris position pour la grève nationale du 26 Mai 1977.

D'une façon générale, les résultats de la politique réformiste ont été considérables : instauration des retraites complémentaires, garantie du chômage total et partiel, l'allongement de la durée des congés payés, etc. . . De nouveaux objectifs doivent être atteints : réduction de la durée du travail, mesures pour les mères de famille, retraite à la carte qui concilie la liberté de choix avec un coût raisonnable.

Organiser la défense des consommateurs. Il faut créer des organisations pour défendre les consommateurs comme il en existe en Suède.

LE PROJET ÉCONOMIQUE DES SOCIALISTES DÉMOCRATES PEUT ÊTRE AINSI RÉSUMÉ : IL FAUT SOCIALISER LES RÉSULTATS, NON LES MOYENS.

UNIR L'EUROPE

Enfin, le choix européen est fondamental. L'Europe unie existe au niveau économique et financier. Les grandes sociétés prennent leur décision d'ouverture ou de fermeture d'entreprise à DUSSELDORF, MILAN ou LONDRES sans tenir compte de l'intérêt des personnes, des régions ou des pays concernés : il n'y a pas d'union politique européenne pour faire face à ce pouvoir financier. Le marché commun, c'est la libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux, mais le pouvoir politique reste fractionné derrière les frontières nationales. Le pouvoir économique et financier des grandes sociétés multinationales domine alors le pouvoir politique des états nationaux trop faibles pour résister individuellement.

Pour les socialistes, le pouvoir politique doit coiffer le pouvoir économique. Pour les démocrates, le pouvoir politique doit être issu des peuples. Les socialistes démocrates sont donc pour l'élection du Parlement Européen au suffrage universel direct. Ils sont intervenus dès 1976 au plus haut niveau pour que l'élection ait lieu à la proportionnelle. Ce résultat est acquis.

L'Europe sera d'autant plus réalisable que nous aurons une politique de développement volontaire de la France, une stratégie industrielle et agricole audacieuse pour notre pays. Ce résultat est loin d'être acquis. Si la France n'équilibrait pas la puissance allemande, il n'y aurait pas d'Europe européenne possible.

De plus, l'influence des Partis Communistes se trouverait très vite diminué dans une Europe en voie d'unification où les sociaux démocrates joueraient un grand rôle. Notre objectif est d'aboutir à une civilisation européenne distincte de celle des États-Unis, trop fondée sur l'argent et de celles de l'Union Soviétique, expression d'une dictature totalitaire.

Il ne s'agit pas pour autant de faire disparaître l'originalité française à laquelle nous sommes tous attachés. SAINT-EXUPÉRY a eu cette formule : « unifier c'est nouer mieux les diversités plutôt que de les effacer ». Dans cet esprit la France et l'Europe sont complémentaires.

Sur le plan extérieur, de vastes perspectives peuvent s'ouvrir à une Europe unie et organisée. Le Vieux Continent, riche en hommes hautement qualifiés et pauvre en matières premières, doit rechercher l'association avec le tiers-monde. Les pays pauvres, de leur côté, ont besoin, pour leur immense projet de développement, d'un associé de dimension européenne. L'UNION DE L'EUROPE ET L'ASSOCIATION AVEC LE TIERS-MONDE SONT DE NATURE A DONNER A NOTRE JEUNESSE UN IDÉAL DIGNE D'ELLE. VOILA QUI NOUS CHANGERAIT DU NATIONALISME, DE L'AFFAIRISME ET DE L'ÉGOISME A LA MODE.

Par

Christian CHAUVEL

DÉPUTÉ DE LOIRE-ATLANTIQUE

Malgré les efforts déployés par l'ancienne municipalité Nantaise, en particulier en faveur de la relance économique dans le département, la situation de l'emploi est plus que jamais difficile dans cette région.

En effet, l'économie du département repose sur un système de mono-industrie " la navale et la sous-traitance rattachée à la navale ".

D'autre part, la SNIAS et sa sous-traitance, en bref, la diversification souhaitable pour faire face au coups du sort en matière économique, est pratiquement inexistante à NANTES et dans le département de Loire-Atlantique.

Par ailleurs, le secteur agro-alimentaire s'est lui-même resserré dans des conditions très spectaculaires par suite des regroupements financiers au niveau national et international.

De ce fait et en raison de la crise économique que nous supportons depuis 1974, les travaux publics, la construction et le logement qui constituaient un autre apport considérable aux activités de la Loire-Atlantique, s'est elle-même réduite en raison de l'encadrement du crédit, et de la satisfaction des besoins en matière locative.

Les élus de la FSD devant cette situation dramatique sont intervenus dans tous les domaines de leur compétence. La dernière intervention en date, relatée par la presse locale et considérée par cette dernière comme la plus valable de la session du Conseil Général de Loire-Atlantique, le 25 Mai 1977, a été celle de notre ami Gabriel Thomas Conseiller Général du 9ème Canton de Nantes.

Le Conseil Général a d'ailleurs nommé notre ami Gabriel Thomas Vice-Président de la Commission de liaison économique et de l'emploi, créée à l'issue des débats. En effet, notre collègue était particulièrement qualifié pour assumer ces fonctions de relations avec les Organisations syndicales et les Associations Professionnelles, étant données ses fonctions de Vice-Président de la Commission des Travaux Publics et d'Employé Administratif aux Chantiers Navals de Dubigeon-Normandie à Nantes.

La situation économique en
Loire-Atlantique
et les interventions des élus
départementaux et nationaux de la
Fédération des Socialistes Démocrates

Cette position professionnelle a permis à Gabriel Thomas de retracer la situation de la "Navale" à Nantes et Saint-Nazaire en précisant de manière chiffrée les conditions de garanties des ressources assurées aux licenciés économiques suivant leur âge, la durée de leur emploi aux Chantiers, et ceci durant les 1ère, 2ème, et 3ème année de leur licenciement ainsi qu'avant la mise en situation de pré-retraite éventuelle.

Notre ami a aussi exposé son souci quand à l'avenir de la Construction Navale en France, face à la concurrence internationale et aux besoins en fret qui sont liés au Commerce Extérieur. De plus, il a saisi le Premier Ministre de ces Problèmes par lettre du 28 Avril 1977 et s'il n'était pas honoré d'une réponse, je poserais une question Ecrite au Premier Ministre sur la suite qu'il entend donner à cette correspondance.

Pour ma part, je suis intervenu à diverses reprises auprès du Ministre de la Défense pour régler des problèmes concernant l'ECAN d'Indret et la SNIAS ainsi qu'auprès des divers ministères qui ont à connaître des problèmes de la "Navale", de Carnaud, du Batiment, de la Chimie, de l'Agro-Alimentaire, du Secteur Public. J'en ai tenu informé les différentes organisations syndicales qui m'avaient demandé d'intervenir.

La Fédération des Socialistes Démocrates estime que la situation de l'Emploi en Loire-Atlantique, comme dans l'ensemble du Pays est dramatique et nécessite une action vigoureuse des Pouvoirs Publics auprès desquels elle intervient sans relâche par l'intermédiaire de ses Elus.

La Fédération des Socialistes Démocrates rappelle ses propositions de lancement de grands travaux d'équipement publics, qui ont le mérite de n'avoir pas d'incidence inflationniste et qui constituent une redistribution de la plus value du travail aux plus déshérités, tout en créant des heures de travail très nombreuses dans les secteurs secondaire et tertiaire. Ceci constituerait la meilleure façon de lutter contre le chômage. Elle rappellera ses propositions dans son programme afin de donner aux Citoyennes et Citoyens Français des éléments d'appréciation valable pour un choix politique.

MONIQUE CAZEAUX

Présidente de la «Commission de l'environnement du PS»



REJOINT LA F.S.D.

Comme l'écrivait récemment Jacques ELLUL dans le Monde, «l'opposition droite-gauche reste figée sur une analyse de la société parfaitement dépassée... Droite et gauche, sans hésiter, envisagent un maintien de la croissance économique accélérée avec la consommation d'énergie et le développement de l'énergie nucléaire qui en sont les corollaires». Tirant les conclusions de cet état de choses, la Présidente de la Commission de l'Environnement du P.S., dont le secrétariat était assuré parallèlement par Edith CRESSON, a décidé d'adhérer à la F.S.D. Elle a exposé dans une déclaration à la Presse dont on trouvera ci-dessous des extraits substantiels, les raisons de son geste.

Si j'ai quitté le Parti Socialiste c'est, entre autres raisons parce que, parlant de l'environnement et de ses impératifs, on me renvoyait au Programme Commun.

Le PROGRAMME COMMUN contre L'ENVIRONNEMENT

En ce qui concerne l'industrialisation, par exemple, il faudrait accroître le rendement économique et social de l'appareil de production. L'expansion et la modernisation des secteurs de forte croissance seraient encouragées (mécanique, construction électrique, électronique, chimie). Dans les secteurs de pointe, l'Etat favoriserait les projets dans la mesure où leur rendement économique et social serait assuré : atome, aéronautique, spatial, etc...

Pourtant, c'est la croissance aveugle et l'industrialisation à tout prix qui sont les causes de la catastrophe écologique qui nous menace.

L'agriculture industrielle est la principale responsable de la crise actuelle de l'environnement. La pollution de l'eau provient en grande partie des produits chimiques employés par les agriculteurs : la baie de la Seine n'est pas seulement polluée par les boues jaunes.

Nous assistons à l'invasion du cycle alimentaire par des substances nocives tels le mercure, le plomb, le cadmium. On a trouvé de tels produits dans des tissus d'animaux ou d'oiseaux vivant loin des lieux où ces substances ont été employées.

L'agriculture, dépendant étroitement des sources artificielles de l'énergie, est devenue très vulnérable, ce qui fait peser une menace sur l'approvisionnement.

Il faut donc envisager un nouveau mode de gestion agricole écologique, renforcer la qualité et la diversité des produits agricoles ce qui, en termes politiques, se traduira par une augmentation du nombre d'exploitations moyennes.

Il n'y a pas que le pétrole, il faut s'attendre à ce que le prix des ressources non renouvelables atteigne des prix prohibitifs dans les cent années à venir. On n'en veut pour preuves que les exemples suivants : le prix du mercure a augmenté de 500 % depuis 20 ans, celui du plomb de 300 % depuis 30 ans. Certains métaux vont se raréfier.

UNE NOUVELLE POLITIQUE ÉCONOMIQUE

Nous devons bien dire aussi que le danger de la pollution nucléaire est loin d'être le seul. Sont dangereux tous les polluants qui effluent sans cesse sur les systèmes écologiques très fragiles qui ont la charge d'épurer l'atmosphère, les eaux, les terres.

Il faut donc qu'en tant que politiques responsables, nous ayons le courage de faire ce choix. Nous ne devons pas promettre des lendemains qui chantent mais nous devons faire prendre conscience aux masses qu'il n'est plus possible d'augmenter indéfiniment notre standing matériel de vie.

Allons-nous dire : croissance zéro? Il n'est pas automatique qu'une croissance économique entraîne une progression du taux de la pollution.

On peut avoir une croissance économique écologiquement saine en s'attaquant aux problèmes de la conservation des sols et des forêts.

Les autres grandes lignes de notre action seront la recherche d'une industrie qui fabrique des biens durables. On pourrait restreindre la fabrication des gadgets dont notre communauté n'a pas un besoin urgent et subventionner le recyclage des matières premières.

Il faudra favoriser la recherche scientifique fondamentale. Cela fait trop d'années que le pouvoir est obnubilé par la recherche scientifique appliquée.

Nous sommes d'accord pour dire que nous ne voulons plus de la mégapolis. Nous voulons des villes humaines. Nous avons tout un programme pour l'animation de la ville avec la défense de l'artisanat et du petit commerce. Nous voulons donner une grande place aux artistes qu'ils soient plasticiens ou musiciens.

CONCLUSION

Nous ne devons plus dire : «Quels sont nos besoins?» mais «de quelles ressources naturelles disposons-nous?».

On a voulu une augmentation de la croissance économique. On juge une société sur ce seul critère. Mais la qualité de l'homme, que devient-elle dans tout cela? Il appartient à un socialisme comme celui de la Fédération des Socialistes Démocrates de la remettre à sa vraie place.

Si je n'ai pas rejoint le parti des écologistes, c'est par souci d'efficacité.

Si maintenant je viens auprès d'Eric HINTERMANN, c'est parce que les écologistes doivent saisir la chance de participer à l'élaboration d'une nouvelle politique économique qui pourra tenir compte de l'éthique écologique.

Les grands partis traditionnels ne peuvent pas digérer nos informations écologiques. Tandis qu'un mouvement qui naît et qui se réfère à un socialisme généreux dans la grande tradition française, peut comprendre l'appel angoissé de ceux qui appellent à l'aide. Nous avons à inventer les caractéristiques d'un socialisme en pays hautement industrialisé et qui va vers une situation post-industrielle.